Agadir : Session du Conseil communal : Des réactions minables

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 07-11-2008 11:30:18

La session d'octobre du conseil municipal d'Agadir a encore une fois défrayé la chronique, vendredi dernier, par une véritable mascarade de fond en comble. Profitant de cette aubaine, à quelques mois des élections communales, certains conseillers, fort connus pour leur populisme infâme, ont jugé bon de drainer un flot de citoyens des divers points de la ville, touchés par la démolition des bidonvilles.

On se trouve alors devant des « mises en scènes » montées par des manipulateurs qui tentent bassement d'« attirer la sympathie » de leurs clients, abattus par l'anéantissement de leurs mesures. Chaque membre issu de tel ou tel quartier ayant subi cet assainissement urbanistique se permet vilement d'attendrir les siens sous les applaudissements candides des masses attirées sur les lieux tels des troupeaux, alors que certains conseillers font partie du comité de recasement. C'est donc sur fond de machinations électorales perpétrées par des illettrés qui n'ont dans leurs petites cervelles que ce genre de pratiques ignobles, que la séance a été entamée par le premier vice-président de la commune.

Plusieurs volets sont à l'ordre du jour, dont particulièrement les points ajoutés par le wali de la région Souss Massa Drâa, relatifs à « l'étude de la possibilité d'exploitation de certains domaines publics » qui font actuellement office de sites prestigieux de la ville à savoir, la place Bijaouane, le camping international et le stade Al Inbiat. Ces rajouts qui, a priori, incitent le conseil à réfléchir sur le réaménagement voire le déplacement de ces patrimoines, ont été certainement perçus comme une incitation délibérée à la cession de ces lieux aux barons de l'immobilier qui guettent avec impatience et malice cette nouvelle proie appétissante. C'est justement cette sournoise mystification qui a poussé l'instance locale des forces de la gauche d'Agadir à réagir en faisant signer des pétitions et en observant un sit-in devant l'hôtel de ville juste avant la session du conseil. Là encore cette réaction légitime à caractère préventif contre tout éventuel détournement des biens collectifs de la cité a été abjectement réprouvée par certains analphabètes qui se payaient le luxe de fustiger les auteurs de cette manifestation civique. Cette rétorque farouche qui s'en prend beaucoup plus aux partis de gauche qu'au sujet en question révèle bien leur petitesse d'esprit et dévoile leur grande gêne de se montrer soumis à la volonté extérieure, alors qu'il ne s'agissait, en fait, qu'une mise en garde de la part de l'instance de la gauche devant une tentative de mettre en péril des services publics auxquels la communauté d'Agadir tient extrêmement.

D'autant plus que les citoyens constatent régulièrement comment on s'adonne à une mainmise sans merci sur l'assiette foncière de la ville, sévèrement malmenée par les promoteurs complices fort choyés par les Autorités. Si certains conseillers commandités à distance prétendent ne point dépendre de quiconque, encore moins de leur protégé, c'est justement cette même prétention qui sent le vinaigre.

Car on ne peut malheureusement voiler cette dépendance mesquine qui ne cesse de se démasquer à plusieurs reprises, transformant le conseil en une enceinte de marionnettes effacées. Il y a lieu de recommander à certains conseillers qui ont aujourd'hui le culot de crucifier « les professeurs » d'aller

s'inscrire dans des classes d'alphabétisation, ouvertes aux illettrés de la ville. D'autre part, si ces mêmes conseillers en mal de savoir et de conscience se vantent d'être à la commune grâce à la « confiance » des électeurs, à la différence des « manifestants », c'est justement ces mêmes manies démagogiques immondes qui les ont conduits à « ces sièges » de cacophonie et de piaillage tous azimut. Bien entendu, on ne peut mettre tout le monde dans le même panier puisque nombre de membres se montrent respectueux et dignes de leur mission. Tout ce brouhaha qui a entaché les travaux de la session d'octobre n'est, en fait, qu'une illustration manifeste du niveau bas d'une poignée de conseillers, connue de tout le monde pour le chahut qu'elle imprime constamment en compensation au déphasage inouïe par rapport au statut de la ville bien au dessus de leur capacité d'assimilation. C'est malheureusement le sort d'une cité aux immenses ambitions de modernisme et de performance qui n'a nullement besoin d'analphabètes sans profil ni autonomie. Lorsque le mouvement de la gauche d'Agadir s'insurge contre l'abandon des domaines publics au bénéfice des prédateurs de l'immobilier, c'est là, avant tout, un acte de citoyenneté qui anime les progressistes et les démocrates face à la soumission vile. Ces attitudes nobles ne peuvent en aucun cas motiver les petits minables qui, eux, ne cherchent qu'à assouvir leurs convoitises, surtout qu'ils confondent le communiqué inhérent à la « gestion déléguée » du transport urbain rendu public dernièrement par l'instance de la gauche et l'appel au sit-in devant la municipalité. Comme quoi l'ignorance est un mal qui fait beaucoup de dégâts et qui fait pitié également. Enfin, il faut dire que les appréhensions de la gauche trouvent, en effet, leur justification dans les expériences vécues qui portent préjudice à la ville. Et si le conseil approuve, finalement, le rapport de la commission concernée selon lequel l'étude de « l'exploitation de l'assiette foncière du camping » et de « la place bijaouane » est envisageable, avec tout de même des réserves en faveur du stade Al Inbiât, les inquiétudes de la gauche s'en trouvent hautement justifiées et, de ce fait, le croassement des corbeaux de la commune est à condamner encore davantage. Quant à la voix authentique de la sauvegarde des deniers de la cité continuera à s'élever contre la bêtise humaine.

Saoudi El Amalki
Al Bayane